



Communiqué de presse

Selon l'ONU, redonner vie aux terres dégradées est l'affaire de tous

Nos choix individuels de consommation et de production ont un impact durable sur les terres. Ainsi, la restauration et la protection des zones fragiles relèvent de la responsabilité de tous ceux qui souhaitent manger, boire ou respirer. La réhabilitation de 150 millions d'hectares de terres dégradées peut générer 40 milliards de dollars US pour les petits agriculteurs et nourrir 200 millions de personnes. L'agriculture et l'urbanisation, les deux nouveaux moteurs de la dégradation des terres de nos jours, exigent également une action.

Ankara, le 17 juin 2019. Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a appelé à une action urgente pour protéger et restaurer les terres dégradées afin de réduire les migrations forcées, d'améliorer la sécurité alimentaire, de stimuler la croissance économique et d'aider à faire face à l'urgence climatique mondiale.

Notant que le monde perd 24 milliards de tonnes de sols fertiles et que la dégradation des terres arides réduit le produit intérieur national des pays en développement de près de 8 % par an, António Guterres a déclaré qu'il restait beaucoup à faire et a souligné la nécessité de lutter contre la désertification dans le cadre de nos efforts pour atteindre les objectifs du développement durable.

Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (le seul accord au monde qui contraint les pays à lutter contre la dégradation et la désertification des terres et à atténuer les effets de la sécheresse) a déclaré que nos choix simples et quotidiens ont un impact considérable et durable sur les terres, le climat et la biodiversité. Il a appelé à des choix individuels et professionnels plus rapides et plus intelligents, si nous voulons que notre société, notre économie et notre environnement se développent de concert.

Alors que seulement 20 pour cent de la surface terrestre est habitable et qu'à peine un pour cent de l'eau douce est accessible à une population mondiale qui atteindra neuf milliards d'habitants dans trois décennies, les choix simples et quotidiens que nous faisons pour produire ou consommer des denrées se répercutent sur nos modes de vie étroitement interconnectés, avec des effets à long terme, a-t-il souligné.

Des évaluations récentes montrent qu'un hectare de terres productives sur quatre est devenu inutilisable. De plus, trois hectares sur quatre ont été sévèrement altérés par rapport à leur état naturel.

Dans ces conditions, M. Thiaw a déclaré que l'augmentation de la production alimentaire de 50 %, alors que la dégradation des terres et le changement climatique réduiront les rendements des cultures de 50 %, fait de la restauration et de la protection de la fragile couche de terre un problème pour « quiconque veut manger, boire ou respirer ».



M. Thiaw a lancé un appel depuis Ankara, en Turquie, à l'occasion de la célébration en 2019 de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et des 25 ans de la coopération internationale pour la restauration et la protection des terres productives.

La Journée mondiale de lutte contre la désertification est célébrée chaque année le 17 juin dans tous les pays pour promouvoir la bonne gestion des terres au profit des générations présentes et futures.

Le Président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, a présidé les célébrations de la Journée mondiale de lutte contre la désertification organisées par son gouvernement, en présence des ministres de 10 pays.

La Convention réunit les états membres de l'Union européenne ainsi que 196 autres pays, dont 169 sont touchés par la désertification, la dégradation des terres ou la sécheresse.

En 2015, la communauté internationale a convenu de parvenir à un équilibre entre la vitesse de dégradation des terres et le rythme auquel elles sont restaurées en prenant des mesures concrètes pour éviter, réduire et inverser le processus de dégradation (pour atteindre ce que l'on appelle la neutralité en termes de dégradation des terres) et atténuer les effets de la sécheresse.

Au cours des quatre dernières années, 122 pays se sont engagés à prendre des mesures volontaires et mesurables pour enrayer la dégradation des terres d'ici 2030. Et 44 des 70 pays qui ont souffert de la sécheresse dans le passé ont mis en place des plans nationaux pour mieux gérer la situation à l'avenir.

Alors qu'une part importante de la dégradation et de la transformation des terres s'est produite au cours des 50 dernières années, M. Thiaw a souligné que les réussites en matière de restauration et de conservation des terres, comme dans la région turque de l'Anatolie centrale, laissent espérer que le changement est possible lorsque les connaissances traditionnelles, la technologie et les communautés religieuses se réunissent et font preuve de créativité.

Il a également déclaré que la restauration de 150 millions d'hectares de terres agricoles d'ici 2030 pourrait générer jusqu'à 40 milliards de dollars US de revenus supplémentaires pour les petits exploitants, nourrir 200 millions de personnes et faire diminuer la production de dioxyde de carbone de plusieurs gigatonnes. L'étendre à *l'ensemble* de nos terres dégradées pourrait empêcher la biodiversité et le climat de se décomposer et offrir de nouvelles opportunités à la génération future, a-t-il ajouté.

Il a toutefois averti que l'urbanisation est un défi croissant, car la moitié de la population mondiale vit désormais dans des zones urbaines et consomme des ressources produites dans une zone 200 fois plus étendue que la ville. De plus, des régions comme l'Asie et l'Afrique pourraient perdre 80 % de leurs terres agricoles au profit des villes.

La restauration des deux milliards d'hectares de terres déjà dégradées contribuerait à répondre à cette demande croissante des zones urbaines, à créer des emplois durables et à stabiliser les zones vulnérables, a-t-il affirmé.



M. Thiaw a déclaré que les mesures prises par les pays dans le cadre de la Convention montrent que le monde est déterminé à ralentir la destruction de la Terre pour la rendre suffisamment productive et assurer un avenir meilleur pour tous d'ici 2030.

~ fin ~

À propos de la CNULD

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification est un accord international sur la gestion raisonnée des terres. Elle aide les populations, les communautés et les pays à créer de la richesse, à développer leurs économies et à assurer la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau et en énergie, en veillant à ce que les utilisateurs des terres disposent d'un environnement propice à une gestion durable de celles-ci. Grâce à des partenariats, les 197 parties de la Convention ont mis en place des systèmes solides pour gérer la sécheresse de manière rapide et efficace. Une bonne gestion des terres fondée sur une politique et des données scientifiques solides permet d'intégrer et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, de renforcer la résilience aux changements climatiques et de prévenir la perte de biodiversité.

Note aux rédacteurs

Des informations générales sur les célébrations de 2019 en Turquie et dans le monde sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.unccd.int/actions17-june-world-day-combat-desertification/celebrate-2019wdcd>

Fiche d'information : résumé des évaluations récentes sur la dégradation des terres

Discours : Secrétaire exécutif de la CNULD à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification

Pour les demandes d'interviews, contacter : wwischnewski@unccd.int